Intervention de Sud Recherche EPST au Meeting de Solidaires sur les salaires et la grève du 27 janvier 2022

La vidéo de ce meeting virtuel qui a rassemblé plus d'une quinzaine de structures de Solidaires est disponible ici. Alain y est intervenu pour Sud Recherche EPST. Nous reprenons ci-dessous l'essentiel de son intervention.

La recherche publique et l'enseignement supérieur sont un des secteurs "prioritaires" de l'action des gouvernements successifs depuis 1986 ! Et c'est bien le moins qu'on puisse attendre pour un domaine qui conditionne l'avenir entier de notre société.

En pratique, ça veut dire quoi :

Les rémunérations, qui ont toujours été sensiblement plus faibles que celles qu'on peut rencontrer dans les autres pays qui ont une recherche de premier plan, sont devenues prioritairement ... un sujet d'amusement parmi nos confrères et consœurs exerçant à l'étranger.

Autrefois, c'était plus que compensé par des conditions de travail assez exceptionnelles. Mais, s'il est des constantes dans l'action des dirigeants successifs, ce sont bien une dégradation dramatique de ces conditions de travail, la soumission toujours plus grande à des potentats locaux, à des appétits individuels ou commerciaux. Toujours plus de stress, toujours plus de "concurrence" entre les équipes, toujours moins de missions de service public. Que la recherche soit avant tout une affaire de coopération et non pas de "génies" isolé-e-s comme on voudrait nous le faire croire ne semble pas déranger les responsables politiques, qui poursuivent imperturbablement leur démarche dogmatique.

Pendant ce temps, le « sens du travail » n'est plus une consolation !

Ces faibles rémunérations dans la recherche en France étaient compensées aussi par le "statut", qui pouvait rassurer chacune et chacun sur son avenir. Las, maintenant que notre domaine est devenu prioritaire, le nombre de collègues recruté-e-s sur des contrats précaires a explosé.

Le dogme de la concurrence ne s'arrête pas aux structures : il en faut toujours plus entre les collègues aussi. La politique actuelle est de "jouer" sur l'affrontement : des primes sont attribuées aux bons élèves. Au passage, on donne un peu de pouvoir de nuisance à une hiérarchie en manque de légitimité. Cette "individualisation" des rémunérations est non seulement inacceptable et injuste - des collègues faisant le même travail percevant des montants très (très) différents - mais elle contribue à casser toujours plus le service public de recherche, qui repose sur un travail nécessairement collectif. Serait-ce un des buts, au-delà de l'absurde et intenable idéologie de "l'excellence"?

Certain-e-s de nos collègues sont des "agents de catégorie C", qui commencent au niveau du smic, et dont les augmentations cumulées sur l'ensemble de la carrière représentent l'équivalent de 3 ou 6 ans d'augmentation d'un ingénieur, voire de 1 an d'un haut-fonctionnaire "hors échelle".

Certain-e-s de nos collègues sont des "vacataires", chargé-e-s d'enseignement ou de fabrication, sans cotisation salariale (donc sans droits à la sécurité sociale ou aux allocations chômage), payé-e-s parfois 3, 6 voire 12 mois en retard ! Cette situation est très majoritairement celle de jeunes collègues, débutant-e-s, sans autre moyen de subsistance, alors qu'elle est censée être limitée à des personnes qui ont une activité rémunérée par ailleurs... Mais l'administration a trouvé la solution : elle demande à certain-e-s de se déclarer comme auto-entrepreneur-se-s, non pas pour leur passer contrat et rémunérer leur "prestation", mais simplement pour pouvoir affirmer qu'ils ont une autre activité professionnelle et donc justifier le traitement indigne qui leur est fait. Comment supporter que de tels systèmes perdurent ?

La recherche et l'enseignement supérieur n'est pas non plus épargné par les inégalités salariales entre les hommes et les femmes, l'individualisation, la concurrence et la précarité étant des terreaux très fertiles pour ces inégalités.

Alors oui, même si prise "en moyenne" la population des organismes de recherche et de l'enseignement supérieur est plutôt moins en danger que celle d'autres secteurs, même si la lutte contre la casse de ces services publics est au premier plan de nos préoccupations, même si les conditions de travail se détériorent de plus en plus, nous avons à prendre aussi nos responsabilités dans ce mouvement centré sur les rémunérations. C'est aussi une certaine vision de la société qui est en jeu.